

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 2011-2012

22 NOVEMBRE 2011

Rapport d'activités 2010 de l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes

RAPPORT

FAIT AU NOM DU COMITÉ D'AVIS
POUR L'ÉGALITÉ DES CHANCES
ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES
PAR
MME KHATTABI

I. INTRODUCTION

Le 22 novembre 2011, le Comité d'avis pour l'égalité des chances entre les femmes et les hommes s'est réuni afin d'examiner le rapport d'activités 2010 de l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes. Mme Marijke Weewouters, conseillère à l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes et chef de service du Point d'appui pour la lutte contre la violence à l'égard des femmes, et M. Michel Pasteel, directeur de l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes, ont été invités à commenter le rapport d'activités. Celui-ci

BELGISCHE SENAAT

ZITTING 2011-2012

22 NOVEMBER 2011

Activiteitenverslag 2010 van het Instituut voor de gelijkheid van vrouwen en mannen

VERSLAG

NAMENS HET ADVIESCOMITÉ
VOOR GELIJKE KANSEN VOOR
VROUWEN EN MANNEN
UITGEBRACHT DOOR
MEVROUW KHATTABI

I. INLEIDING

Op 22 november 2011 kwam het Adviescomité voor Gelijke Kansen voor Vrouwen en Mannen samen om het activiteitenverslag 2010 van het Instituut voor de gelijkheid van vrouwen en mannen te bespreken. Mevrouw Marijke Weewouters, adviseur bij het Instituut voor gelijkheid van vrouwen en mannen en diensthoofd van het Steunpunt Geweld op vrouwen en de heer Michel Pasteel, directeur van het Instituut voor Gelijkheid van Vrouwen en Mannen werden uitgenodigd om het activiteitenverslag toe te lichten. Het

Composition du Comité d'avis / Samenstelling van het Adviescomité :

Présidente/Voorzitster : Nele Lijnen.

Membres/Leden :

| | |
|---------------|--|
| N-VA | Piet De Bruyn, Inge Faes, Lieve Maes, Elke Sleurs. |
| PS | Hassan Bousetta, Fatiha Saïdi, Fabienne Winckel. |
| MR | Jacques Brotchi, Dominique Tilmans. |
| CD&V | Sabine de Bethune, Cindy Franssen. |
| sp.a | Bert Anciaux, Marleen Temmerman. |
| Open Vld | Nele Lijnen. |
| Vlaams Belang | Yves Buysse. |
| Écolo | Zakia Khattabi. |
| cdH | André du Bus de Warnaffe. |

est consultable dans son intégralité à l'adresse suivante : http://igvm-iefh.belgium.be/fr/binaries/52%20-%20Rapport%20d%27activit%C3%A9s%202010_FR_tcm337-148160.pdf.

II. EXPOSÉ DE MME MARIJKE WEEWOUTERS, CONSEILLÈRE À L'INSTITUT POUR L'ÉGALITÉ DES FEMMES ET DES HOMMES ET CHEF DE SERVICE DU POINT D'APPUI POUR LA LUTTE CONTRE LA VIOLENCE À L'ÉGARD DES FEMMES

En 2006, l'Institut s'est doté d'un Point d'appui fédéral pour la lutte contre la violence à l'égard des femmes, dont la tâche principale est de coordonner la mise en œuvre du Plan d'action national contre la violence à l'égard des femmes mais aussi l'action des différents coordinateurs provinciaux en matière de violence à l'égard des femmes.

Quelles initiatives le Point d'appui et les coordinateurs provinciaux envisagent-ils de prendre en vue du 25 novembre, date de la Journée internationale de lutte contre la violence à l'égard des femmes ?

L'Institut lui-même a élaboré une campagne à grande échelle, avec le concours de trente personnalités francophones et néerlandophones. Celle-ci sera lancée le 25 novembre en collaboration avec le Service public fédéral (SPF) Chancellerie. L'intervenant indique qu'elle ne peut pas en dire davantage sur le sujet, le mot d'ordre étant de ne divulguer aucune information avant le lancement effectif.

Plusieurs coordinateurs provinciaux mèneront également des actions le 25 novembre. Certaines d'entre elles seront orientées plus spécifiquement vers les médecins généralistes. Des études ont en effet montré que ceux-ci sont souvent les interlocuteurs privilégiés des hommes et des femmes confrontés à la violence familiale. C'est donc eux qu'il faut viser et sensibiliser en priorité. La province du Brabant flamand organisera une campagne spécifique axée sur la lutte contre la violence à l'égard des femmes. Dans d'autres provinces, on distribuera des rubans blancs. La province de Namur lancera une vaste campagne par le biais du réseau TEC de manière à sensibiliser une large frange de la population. Dans d'autres provinces, la pièce de théâtre sur la violence entre partenaires, créée par l'Institut, sera représentée.

Cette pièce de théâtre, prévue dans le cadre du Plan d'action de lutte contre la violence 2010, dénonce la violence entre partenaires d'une manière assez percutante mais elle revêt aussi une dimension ludique et interactive. La pièce a suscité beaucoup de réactions positives et fait régulièrement l'objet de représentations. Chacune d'elles est suivie d'un débat. Il est important en effet que les spectateurs puissent s'ex-

volledige activiteitenverslag van het Instituut voor gelijkheid van vrouwen en mannen is beschikbaar op : http://igvm-iefh.belgium.be/nl/publicaties/activiteiten-verslag_2010.jsp?referer=tcm:336-148164-64.

II. UITEENZETTING DOOR MEVROUW MARIJKE WEEWOUTERS, ADVISEUR BIJ HET INSTITUUT VOOR GELIJKHEID VAN VROUWEN EN MANNEN EN DIENSTHOOFD VAN HET STEUNPUNT GEWELD OP VROUWEN

Er is op het Instituut een federaal Steunpunt Geweld op vrouwen gecreëerd in 2006 die als belangrijkste taak heeft om het nationaal actieplan geweld op vrouwen te coördineren, naast de coördinatie van de provinciale coördinatoren belast met geweld op vrouwen.

Wat plannen het steunpunt en de provinciale coördinatoren voor 25 november, Internationale dag voor de strijd tegen geweld op vrouwen ?

Het Instituut zelf heeft een grootschalige campagne opgezet in samenwerking met dertig bekende Fransen Nederlandstaligen, deze wordt op 25 november gelanceerd in samenwerking met de Federale Overheidsdienst (FOD) Kanselarij. Spreker kan daarover niet veel meer informatie vrijgeven aangezien er een embargo van kracht is tot de effectieve lancering.

Verschillende provinciale coördinatoren doen ook acties op 25 november. Sommigen doen specifieke acties naar de huisartsen toe, want het is uit onderzoek gebleken dat wanneer vrouwen en mannen te maken hebben met geweld in het gezin de huisartsen vaak de enigen zijn waar zij iets aan melden. Huisartsen zijn dus de «key persons» om te contacteren en te sensibiliseren. Vlaams-Brabant gaat specifiek campagne doen tegen geweld op vrouwen, anderen gaan witte lintjes uitdelen, provincie Namen gaat een grote campagne lanceren via het TEC-netwerk om een grote groep te kunnen sensibiliseren, anderen zullen dan weer gebruik maken van het theaterstuk van het Instituut.

In het actieplan van 2010 werd in het kader van geweld tegen vrouwen een theaterstuk uitgewerkt. Het is een vrij choquerend theaterstuk, maar het legt tegelijkertijd op een ludieke en interactieve manier uit wat partnergeweld kan zijn. Het stuk heeft veel positieve kritieken gekregen en er wordt regelmatig gevraagd om het op te voeren. Het stuk wordt wel altijd gekoppeld aan een debat. Het is belangrijk dat

primer *a posteriori*, compte tenu du caractère quelque peu choquant de la pièce.

Telles sont donc les initiatives qui ont été prévues dans le rapport d'activités 2010 en ce qui concerne la violence à l'égard des femmes.

Par ailleurs, des études ont été consacrées à la situation précaire des femmes et des hommes qui arrivent en Belgique et qui contractent un mariage avec un(e) Belge. Ces personnes sont obligées de rester trois ans avec leur partenaire et sont régulièrement confrontées à la violence domestique. Si elles décident de quitter leur partenaire, elles sont priées, en vertu de la législation sur les étrangers, de quitter le pays. La plupart du temps, elles restent donc dans leur situation de précarité. Un avis a été formulé à ce sujet et approuvé à l'unanimité par le Groupe interdépartemental chargé du suivi du Plan d'action national. Cet avis propose d'octroyer à ces personnes, qui sont effectivement victimes d'actes de violence entre partenaires, un statut identique à celui des victimes de la traite des êtres humains. L'intervenante espère que le nouveau gouvernement prendra effectivement une décision dans ce sens.

En outre, un dépliant consacré à la violence entre partenaires a été publié en dix-sept langues. Il vise à encourager les victimes à parler de la violence qu'elles subissent. Chaque traduction a été réalisée non pas par des traducteurs professionnels mais par des personnes issues des communautés allochtones. Ce choix s'explique par le caractère hautement délicat et sensible du problème. Ce sont également des personnes issues des communautés allochtones qui assurent les premiers contacts téléphoniques avec les victimes, qui peuvent ainsi être assistées dans leur propre langue. Le but n'est pas de leur dispenser une aide à proprement parler mais de leur communiquer des adresses utiles. Les personnes chargées des contacts téléphoniques ont d'ailleurs reçu une formation spécifique à cet effet. Le dépliant a beaucoup de succès. En quelques mois, 74 000 exemplaires en ont été distribués.

Une vaste étude a également été consacrée à la violence entre partenaires et à la violence sexuelle en Belgique. Il s'agit de la première grande étude sur le sujet depuis dix ans au sein de la population belge. Cette étude révèle que la violence entre partenaires est un phénomène très fréquent puisqu'une femme sur sept et un homme sur dix en sont victimes. En général, les victimes ne parlent pas de la violence qu'elles subissent, et celles qui en parlent s'adressent à leur médecin généraliste. Rares sont celles qui demandent de l'aide ou qui se rendent à la police. L'étude peut être consultée sur le site Internet de l'Institut.

En 2010, une vaste campagne a également été menée sur le thème du 25 novembre. Un grand nombre de T-shirts comportant des dessins humoristiques ont été distribués. L'année dernière, tous les

men na het bezichtigen ervan op de juiste manier wordt begeleid want het is een choquerend stuk.

Wat het gedeelte geweld op vrouwen betreft van het activiteitenverslag 2010 werd er zoals al aangehaald een theaterstuk uitgewerkt.

Er werd eveneens onderzoek gedaan inzake de precaire situatie van vrouwen of mannen die binnengaan in België en een huwelijk aangaan met een Belg. Deze personen zijn verplicht om drie jaar bij hun partner te blijven en ze worden regelmatig geconfronteerd met partnergeweld. Indien ze beslissen om hun partner te verlaten worden ze, op basis van de vreemdelingenwetgeving, gevraagd om het land te verlaten. Meestal blijven ze dus in hun precaire situatie zitten. Een advies daaromtrent werd opgemaakt en voorgelegd aan de Interdepartementale Groep die het Nationaal Actieplan opvolgt en die heeft het advies unaniem goedgekeurd. Het advies stelt voor om deze personen, die effectief slachtoffer zijn van partnergeweld, hetzelfde statuut te geven als slachtoffers van mensenhandel. Spreker hoopt dat de nieuwe regering dit effectief zal kunnen uitvoeren.

Daarnaast werd een folder vertaald in zeventien talen. Het is een folder die de slachtoffers aanzet om te spreken over het geweld dat ze meemaken. De folder werd niet vertaald door professionele vertalers, maar wel door mensen uit de allochtone gemeenschappen zelf. De situatie is zo delicat en zo subtiel dat er werd gekozen om op deze manier te werken. Het zijn ook mensen uit de allochtone gemeenschappen die het eerste telefonisch contact gaan verzorgen zodat de slachtoffers in hun eigen taal worden geholpen. Ze doen geen echte hulpverlening, maar verwijzen wel door en hebben daarvoor allemaal een specifieke vorming genoten. De folder blijkt bijzonder succesvol. Op een paar maanden tijd werden er 74 000 aanvragen ingediend om de folder te verkrijgen.

Er werd ook een groot onderzoek uitgevoerd naar partnergeweld en seksueel geweld in België. Het is het eerste grootschalig onderzoek sinds tien jaar wat de Belgische bevolking betreft. Uit het onderzoek blijkt dat er nog zeer veel gevallen zijn van partnergeweld en dat 1 op 7 vrouwen en 1 op 10 mannen er slachtoffer van zijn. De meeste slachtoffers zwijgen er over, en diegenen die er over spreken gaan naar de huisarts. Weinig slachtoffers zoeken hulp of gaan naar de politie. Het onderzoek kan geconsulteerd worden op de website van het Instituut.

In 2010 werd er eveneens een grootschalige campagne gevoerd rond 25 november. Er werden T-shirts gedrukt met cartoons die massaal werden gevraagd. Vorig jaar hebben alle leden van de

membres du gouvernement et des départements fédéraux ont porté ces T-shirts le 25 novembre.

Au cours de l'année 2010, on a également poursuivi les travaux relatifs à l'élaboration d'un site Internet sur la violence entre partenaires. Ce projet, qui existe déjà depuis deux ans, prévoit la mise au point d'un site Internet regroupant toutes les informations nécessaires en matière de violence entre partenaires ainsi que toutes les adresses utiles et les personnes à contacter. La concrétisation prend plus de temps que prévu car elle s'effectue en collaboration avec les communautés. Les deux communautés n'ont pas la même vision ni la même approche du problème. Pour pouvoir réaliser un vrai site belge sur la violence entre partenaires, il faut donc rapprocher ces visions, ce qui prend du temps.

Le phénomène de la violence liée à l'honneur a également fait l'objet d'une étude. Plusieurs pays, dont les Pays-Bas, le Royaume-Uni et la Suède, se préoccupent depuis longtemps déjà de ce problème et ont d'ailleurs développé toute une politique en la matière. La Belgique est à la traîne. Mais pour pouvoir agir, il faut évidemment avoir une connaissance préalable du phénomène. C'est pourquoi on a demandé à trois établissements universitaires de réaliser une étude descriptive afin de répondre à plusieurs questions. Des actes de violence liée à l'honneur sont-ils commis en Belgique ? Qu'est-ce que la violence liée à l'honneur ? Par qui ces actes sont-ils commis ? De quelle manière ? Comment y remédier ? Dans chaque province, des tables rondes ont été organisées avec des représentants des communautés allochtones. Ce fut l'occasion de recueillir leur avis sur ce qu'est la violence liée à l'honneur et sur la manière d'y remédier. C'est une problématique fort délicate et dont il est très difficile de parler avec la communauté allochtone. Atteindre un consensus sur le sujet ne sera pas chose aisée. Il s'agit d'un processus à long terme parce qu'il faudra du temps pour se mettre d'accord sur la meilleure manière d'aborder le problème. C'est d'ailleurs ce qui s'est passé dans les pays étrangers. Il a fallu quatre à cinq ans en moyenne pour parvenir à un consensus en la matière.

Au cours de la présidence belge de l'Union européenne, une attention toute particulière a été consacrée au thème global de la violence à l'égard des femmes. Une étude a été réalisée et une recommandation a été formulée sur le thème de l'éloignement du domicile familial et ce, en collaboration avec le Réseau européen pour la prévention de la criminalité. Le système ne fonctionne pas en Belgique, contrairement à ce qui est le cas dans d'autres pays. Une évaluation a été organisée avec tous les États membres et une recommandation a été formulée. On a également demandé à l'ensemble des ministres d'approuver une recommandation au sujet des mesures à prendre au niveau européen.

regering en alle leden van de federale departementen die T-shirts gedragen op 25 november.

Er is tijdens 2010 ook verder gewerkt aan een website over partnergeweld. Dit project bestaat al twee jaar en het is de bedoeling om een website op te zetten waar alle informatie staat omtrent partnergeweld, waar alle adressen en betrokken partijen worden vermeld, ... Het project neemt wat meer tijd in beslag omdat dit in samenwerking gebeurt met de gemeenschappen. Er is een verschil in visie en aanpak tussen de twee gemeenschappen en het is de bedoeling om deze bij elkaar te brengen om een echte Belgische partnergeweldwebsite te hebben en daarom duurt dit wat langer.

Ook het fenomeen eergerelateerd geweld in België werd onder de loep genomen aan de hand van een onderzoek. Andere landen zijn er al een hele tijd mee bezig, zoals Nederland, het Verenigd Koninkrijk of Zweden. Deze landen hebben al een volledig beleid inzake eergerelateerd geweld, maar België hinkt nog achterop. Om een aanpak op te zetten is het natuurlijk essentieel om het fenomeen te kennen. Daarom werd er aan drie universitaire instellingen gevraagd om een onderzoek op te zetten. Het onderzoek is een fenomeenbeschrijving : Bestaat eergerelateerd geweld in België ? Wat is het ? Door wie ? Hoe is het ? Wat kan er aan gedaan worden ? Daarnaast werd er samengewerkt met de allochtone gemeenschap aan de hand van ronde tafels per provincie waar er met hen werd besproken wat volgens hen eergerelateerd geweld is, of het bestaat en wat er volgens hen aan kan gedaan worden. Het is een heel moeilijke discussie. Het is zeer moeilijk om met de allochtone gemeenschap daar over te praten en een consensus te bereiken. Dit gaat een lange termijn project worden, want er kan niet worden verwacht dat er morgen een consensus bestaat over de manier waarop het probleem best wordt aangepakt. Het blijkt dat dit in het buitenland ook een hele tijd heeft geduurd. Het duurt gemiddeld vier à vijf jaar om tot een dergelijke consensus te komen.

Tijdens het Europees voorzitterschap van België werd een heel thema uitgewerkt rond geweld op vrouwen. Er werd samen met EUCPN, *European Crime Prevention Network*, een onderzoek gedaan en een aanbeveling uitgewerkt rond uithuisplaatsing. Het huidige Belgische systeem werkt niet, terwijl het in andere landen wel werkt. Er werd een evaluatie georganiseerd met alle lidstaten en daar een aanbeveling voor uitgewerkt. Daarnaast werd ook aan alle ministers gevraagd om een aanbeveling te tekenen met wat er moet gebeuren op Europees vlak.

III. EXPOSÉ DE M. PASTEEL, DIRECTEUR DE L'INSTITUT POUR L'ÉGALITÉ ENTRE LES FEMMES ET LES HOMMES

L'année 2010 a été assez riche pour l'Institut de l'égalité entre les femmes et les hommes. L'Institut a continué, et continuera en 2011 et 2012, à mettre l'accent sur le service de plaintes car un des objectifs de l'Institut est d'être le plus proche possible des citoyens. Un service de première ligne a été mis en place au niveau de la cellule chargée de l'examen des plaintes. Les plaintes et les demandes d'information sont maintenant beaucoup mieux gérées et cela permet de décharger les juristes du service de plaintes des simples demandes d'information.

Les trois grandes missions de l'Institut sont : gérer les plaintes, sensibiliser et recommander, ainsi que faire des recherches indépendantes. Au niveau de la sensibilisation, différents thèmes ont fait l'objet d'une grande campagne : grossesse et maternité, sexism, violence et écart salarial. Ces campagnes ont eu des effets puisque les demandes d'information ont augmenté de manière importante par rapport à ces quatre thèmes.

Concernant la présidence belge du Conseil de l'Union européenne, certaines choses ont déjà été expliquées. L'Institut a été associé à la mise en œuvre des actions que le gouvernement belge voulait mener. On peut entre autres penser à la tenue de la Conférence sur l'écart salarial et l'étude qui a été menée en collaboration avec le DULBEA (département d'Économie appliquée de l'Université libre de Bruxelles) sur l'écart salarial au niveau européen. L'Institut a également participé à la tenue de la réunion informelle des ministres de l'Égalité des chances de l'Union européenne, ainsi qu'au sommet des femmes ministres de l'Union européenne pour lutter contre les violences faites aux femmes.

Pour ce qui est de la gestion des plaintes en 2010, l'Institut a reçu environ cinq cents appels téléphoniques sur le numéro vert. Il y a eu deux cent vingt et une notifications enregistrées, dont nonante et une demandes d'information et cent trente plaintes. Une augmentation de l'ordre de 51 % de demandes d'information a pu être remarquée. Ces plaintes ne constituent bien sûr que la partie visible de l'iceberg et il faut continuer à s'occuper de sa partie cachée où l'on imagine que les discriminations sont beaucoup plus importantes que le laissent croire ces chiffres. Il y a plus de plaintes émanant de femmes que d'hommes : quarante plaintes d'hommes contre septante plaintes de femmes. C'est une différence qui correspond à la réalité que l'Institut constate régulièrement dans ses recherches. Les femmes sont plus souvent victime de discriminations fondées sur le sexe que les hommes.

III. UITEENZETTING VAN DE HEER PASTEEL, DIRECTEUR VAN HET INSTITUUT VOOR DE GELIJKHEID VAN VROUWEN EN MANNEN

Het jaar 2010 was voor het Instituut voor de gelijkheid van vrouwen en mannen zeer rijk gevuld. Het Instituut heeft de nadruk gelegd op de klachtdienst — en zal dit ook in 2011 en 2012 blijven doen — aangezien één van de doelstellingen van het Instituut is om zo dicht mogelijk bij de burgers te staan. Er is een eerstelijnsdienst geïnstalleerd op het niveau van de klachtencel. De klachten en de vragen om informatie worden nu veel beter beheerd. De juristen van de klachtdienst hoeven nu ook niet meer te antwoorden op gewone vragen om informatie.

De drie grote missies van het instituut zijn : klachten beheren, bewust maken en aanbevelen. Ook voert het Instituut onafhankelijke studies uit. Wat de bewustmaking betreft, is er een campagne geweest waar verschillende thema's aan bod kwamen : zwangerschap en moederschap, seksisme, geweld en sociale uitsluiting. Deze campagnes hebben effect gehad : de vragen om informatie rond die vier thema's zijn duidelijk gestegen.

Met betrekking tot het Belgische voorzitterschap van de Raad van de Europese Unie, zijn er reeds een aantal dingen uitgelegd. Het Instituut is betrokken geweest bij het uitvoeren van acties van de Belgische regering. Zo werd onder andere de Conferentie over de loonkloof gehouden en werd er een studie uitgevoerd in samenwerking met DULBEA (*département d'Économie appliquée van de Université libre de Bruxelles*) over de loonkloof op Europees niveau. Het Instituut heeft ook deelgenomen aan de informele vergadering van de ministers voor Gelijkheid van Kansen van de Europese Unie, alsook aan de topontmoeting van vrouwelijke Europese ministers in het kader van de bestrijding van geweld tegen vrouwen.

Wat het klachtenbeheer betreft, heeft het Instituut in 2010 ongeveer vijfhonderd oproepen gekregen via de groene lijn. Er zijn tweehonderdeenentwintig kennisgevingen opgetekend, waarvan eenennegentig vragen om informatie en honderddertig klachten. De vragen om informatie stegen met 51 %. Die klachten vormen slechts de top van de ijsberg. Men moet het verborgen deel van die ijsberg blijven onderzoeken, waar men veel grotere discriminatie vermoedt dan uit de cijfers zou blijken. Er zijn meer klachten van vrouwen dan van mannen : veertig klachten van mannen en zeventig klachten van vrouwen. Dit verschil komt overeen met de realiteit die het Instituut vaak vaststelt in zijn studies. Vrouwen worden vaker het slachtoffer van genderdiscriminatie dan mannen.

Comme chaque année, l'Institut a observé que les femmes sont plus fréquemment discriminées dans la sphère de l'emploi, mais aussi dans le cadre de l'enseignement et de la formation, tandis que les hommes sont plus touchés dans les domaines des biens et services. Il y a des réactions d'hommes par rapport notamment au prix d'entrée qui sont variables dans les discothèques par exemple. Mais il y a aussi des discriminations dont les hommes sont victimes qui révèlent un certain degré de gravité. On peut penser par exemple à l'ostéoporose, qui est une maladie qui touche également les hommes. Les médicaments pour soigner l'ostéoporose ne sont pas remboursés pour les hommes, mais le sont pour les femmes. Ceci est totalement discriminatoire et l'Institut examine pourquoi il y a une telle différence au niveau du remboursement. Il semblerait que le « testing » qui est fait en collaboration par les services de la sécurité sociale et les firmes pharmaceutiques ne se fait que sur les femmes. Il n'y a donc pas de possibilité, vu les procédures actuelles qui existent au niveau des remboursements par l'INAMI, de rembourser les hommes. L'Institut a écrit et fait des propositions au ministre compétent pour voir comment l'on pourrait améliorer le système. Il y a également une affaire en justice, mais le tribunal n'a pas encore suivi la thèse de la discrimination parce qu'il y a peut-être des raisons objectives, ce que l'Institut conteste. Un arrêt de la Cour de cassation est attendu à ce sujet.

En 2010, trois domaines de discriminations ont particulièrement été pointés du doigt. Les demandes d'information et les plaintes concernant la grossesse ont progressé et représentent presque la moitié des plaintes dans le domaine du travail. La discrimination à l'embauche reste le poste le plus important.

On dénombre sept fois plus de plaintes dans le domaine de la transsexualité. Cela paraît énorme, mais il faut relativiser. Les chiffres sont passés de un à sept. Il s'agit d'un domaine particulier, très peu connu et les gens qui sont dans une logique de transsexualisme ne connaissent pas toujours leurs droits. L'Institut est compétent en cette matière et il a commencé un travail de sensibilisation avec les associations qui s'occupent de transsexualité. Les discriminations se situent souvent dans la sphère du travail, mais aussi dans des compétences communautaires comme la question du nom sur le diplôme. Quand on a fait son changement de sexe et que l'on postulée pour un emploi, le diplôme porte encore généralement le nom de l'autre sexe. L'Institut a fait des recommandations aux autorités compétentes pour que l'on trouve une solution à ce sujet. La transsexualité semble un problème marginal, mais la prévalence est quand même de 1 pour 10 000. Les problématiques en lien avec la transsexualité sont dramatiques, parce que l'on parle de mort et de suicide, de viols etc. Les transsexuels sont souvent des personnes extrêmement

Zoals elk jaar heeft het Instituut opgemerkt dat vrouwen vaker gediscrimineerd worden in de context van de werkgelegenheid, maar ook op het vlak van onderwijs en vorming. Mannen zijn dan weer vaker het slachtoffer op het vlak van goederen en diensten. Er komen reacties van mannen, bijvoorbeeld op de toegangsprijzen voor discotheken die voor hen hoger liggen. Mannen zijn echter ook het slachtoffer van ernstiger vormen van discriminatie. Hier denken we bijvoorbeeld aan osteoporose, een ziekte waar ook mannen aan kunnen lijden. De medicatie voor osteoporose is niet terugbetaald voor mannen, maar wel voor vrouwen. Dit is pure discriminatie en het Instituut onderzoekt nu waarom de terugbetaling zo verschillend is. Blijkbaar geschiedt de « *testing* » door de diensten van de sociale zekerheid in samenwerking met de farmaceutische firma's, alleen op vrouwen. Binnen de huidige procedures voor terugbetaling door het RIZIV, is er geen mogelijkheid om de medicatie voor mannen terug te betalen. Het Instituut heeft geschreven en heeft voorstellen gedaan aan de bevoegde minister om te kijken hoe het systeem verbeterd kan worden. Er loopt ook een rechtszaak, maar de rechtbank heeft de stelling van discriminatie nog niet gevolgd omdat er misschien objectieve gronden zijn. Het Instituut betwist dit. Er wordt een arrest van het Hof van Cassatie verwacht in deze zaak.

In 2010 werden drie discriminatielijnen duidelijk aangewezen. Vragen om informatie en klachten betreffende zwangerschap zijn frequenter geworden en omvatten nu bijna de helft van de klachten op het gebied van werk. Discriminatie bij de aanwerving komt het vaakst voor.

Er zijn zeven keer meer klachten binnengekomen met betrekking tot transseksualiteit. Dat lijkt enorm, maar moet gerelativeerd worden. De cijfers zijn van één naar zeven gegaan. Het gaat om een zeer specifiek terrein dat niet erg bekend is. Mensen die in een situatie van transseksualiteit zitten, kennen niet altijd hun rechten. Het Instituut is bevoegd in deze materie en is begonnen met een bewustmakingsproces, samen met de verenigingen die zich bezighouden met transseksualiteit. De discriminatie gebeurt vaak op de werkvloer, maar valt soms ook onder gemeenschapsbevoegdheden, bijvoorbeeld wanneer er een naam op een diploma moet komen. Wanneer men van geslacht verandert en solliciteert voor een job, staat op het diploma nog vaak de naam van voor de geslachtsverandering. Het Instituut heeft aanbevelingen gedaan bij de bevoegde overheden, om een oplossing voor dit probleem te vinden. Transseksualiteit lijkt een marginaal probleem, maar komt toch bij 1 op de 10 000 mensen voor. De problematiek die gelinkt is met transseksualiteit is dramatisch, het gaat om dood, zelfmoord, verkrachting, enz. Transseksuelen zijn

précarisées et qui sont dans des situations difficiles à vivre.

En ce qui concerne le sexisme, le troisième motif de discrimination révélé en 2010, on se rend compte qu'il y a une augmentation de 52 % des plaintes. Des synergies ont été déployées avec tous les acteurs et l'Institut fait partie du jury d'éthique publicitaire, ce qui permet de faire de la prévention.

Par rapport à la violence entre partenaires, Mme Weewouters a déjà évoqué la question, mais il est positif de voir qu'il a été possible d'organiser la Conférence interministérielle malgré la période d'affaires courantes.

L'Institut est toujours constitué de trente-neuf personnes, 79 % de femmes. Il faut noter que trente-neuf personnes, c'est trop peu. Quand l'Institut a été créé, il était prévu qu'il se développe, mais pour l'instant la situation budgétaire est délicate. L'ancienneté s'accumule au niveau du personnel et petit à petit il devient impossible d'engager du personnel alors que ce serait nécessaire et en plus le budget consacré aux projets se réduit. L'Institut tire régulièrement à la sonnette d'alarme pour que les revenus soient augmentés.

L'Institut continue bien sûr à subsidier les grosses associations coupables telle que Amazone, le Carhif, Sophia, ... Il est toujours question d'une bonne collaboration avec les associations dites structurelles. Mais l'Institut a aussi un rôle à jouer par rapport aux petits projets.

IV. ÉCHANGE DE VUES

Mme Maes observe que le nombre de plaintes augmente d'année en année, probablement parce que le service jouit d'une meilleure notoriété. A-t-on une idée du moment à partir duquel le nombre de plaintes pourrait se stabiliser ?

Dans ses différentes publications, l'Institut communique les résultats par domaine de discrimination, mais effectue-t-il aussi des mesures par action spécifique ?

Mme Khattabi explique que le hasard du calendrier fait qu'elle présentera une proposition de loi le lendemain en commission de la Justice qui vise à réprimer certains actes inspirés par le sexisme. L'idée est de renforcer la loi de 2007, car même si celle-ci a permis une belle avancée en matière de lutte contre les discriminations notamment, elle semblait imparfaite du point de vue des dispositions pénales qu'elle contenait. Est-ce que l'Institut aurait également des lacunes à pointer au niveau de cette législation ? Cette proposition veut instaurer le sexisme comme circonstance aggravante d'une série d'infractions. La condition pour l'aggravation de la peine serait qu'un des

vaak erg kwetsbare personnes, die zich in heel moeilijk leefbare omstandigheden bevinden.

Wat het seksisme betreft, de derde reden voor discriminatie in 2010, ziet men 52 % meer klachten. Er werden synergieën ontwikkeld met alle actoren en het Instituut maakt deel uit van de Jury voor Eerlijke Praktijken in de Reclame, waardoor er aan preventie kan worden gedaan.

Mevrouw Weewouters heeft de problematiek van het partnergeweld al ter sprake gebracht, maar het is positief om vast te stellen dat het mogelijk was een interministeriële conferentie te organiseren, ondanks de « lopende zaken ».

Het Instituut bestaat nog steeds uit negenendertig personen, waarvan 79 % vrouwen. Men dient wel te weten dat negenendertig personen te weinig is. Toen het Instituut werd opgericht, was het de bedoeling dat het zou groeien, maar op dit moment reikt het budget niet ver. De ouderdom bij het personeel neemt toe en het wordt steeds moeilijker om mensen aan te werven, al is dat wel nodig. Ook het budget voor projecten is aan het krimpen. Het Instituut trekt geregeld aan de alarmbel om de inkomsten te verhogen.

Het Instituut blijft natuurlijk de grote koepelverenigingen subsidiëren, zoals Amazone, le Carhif, Sophia, ... Er is nog steeds een goede samenwerking met de zogenaamd structurele organisaties. Het Instituut heeft echter ook een rol te spelen bij de kleine projecten.

IV. GEDACHTEWISSELING

Mevrouw Maes merkt op dat de klachten van jaar tot jaar toenemen en gaat ervan uit dat dat te maken heeft met de betere bekendheid van de dienst. Is er enig zicht op wanneer het aantal klachten zou kunnen gaan stabiliseren ?

De resultaten per domein worden in de verschillende publicaties weergegeven, maar meet het Instituut ook de resultaten per specifieke actie ?

Mevrouw Khattabi legt uit dat het toeval wil dat ze's anderendaags in de commissie voor de Justitie een wetsvoorstel zal voorstellen dat strekt om bepaalde door seksisme geïnspireerde handelingen strafbaar te stellen. Het is de bedoeling de wet van 2007 te verstrekken, want hoewel die een mooie doorbraak in de strijd tegen discriminatie mogelijk heeft gemaakt, leek hij onvolmaakt wat zijn strafbepalingen betreft. Heeft ook het Instituut leemten aan te wijzen in die wetgeving ? Dat voorstel wil seksisme als verzwarende omstandigheid van een aantal strafbare feiten aanmerken. De voorwaarde voor het verzwaren van de straf zal zijn dat een van de motieven voor het

mobiles du ou des délits incriminés soit lié au sexe de la victime. Cela signifie concrètement que le délit perpétré doit être examiné au regard de ce mobile, même si ce n'est pas le seul motif. Le Sénat prendra aussi prochainement en considération une proposition de résolution sur une lecture genrée du système de pension. L'intervenante trouve l'exemple qui a été donné concernant le remboursement des médicaments contre l'ostéoporose très intéressant.

L'intervenante est très active dans les milieux féministes et elle voit dans tous les débats qu'elle a suivis sur, par exemple, le port du voile qu'il est très facile de dépasser certaines limites et que cela fragilise les acquis. Les acquis en matière de droit des femmes sont encore faibles et la diversité culturelle, dans les revendications qu'elle peut avoir, peut parfois les fragiliser. Est-ce que l'Institut est confronté à cette difficulté ? Comment la dépasser ?

Mme Franssen observe que l'on a parlé du protocole de coopération conclu avec la Communauté française et la Région wallonne. Qu'en est-il de la Flandre ?

Mme Winckel a certaines questions précises à la suite de la lecture du rapport d'activités.

Il a été question des trois grands domaines de discrimination, et notamment du sexism. Le rapport fait état de brochures réalisées dans ce cadre, mais qu'en est-il de la prévention ?

Le rapport fait également part de critères durables et de «*gender mainstreaming*» dans les marchés publics. Ou en est l'Institut dans sa réflexion par rapport à ces deux points ? Il serait très intéressant d'avoir des échanges de bonnes pratiques en la matière.

L'intervenante s'est étonnée en lisant le rapport que l'Institut était intervenu dans la réflexion par rapport à la propriété intellectuelle. Est-il possible d'avoir plus d'informations à ce sujet ?

Concernant la Charte syndicale et la brochure que l'Institut a publiée contenant des éléments de cette charte, est-ce que les brochures se sont bien écoulées et est-ce qu'un suivi en profondeur a été réalisé ?

Le rapport fait également mention d'un manuel de «*gender budgeting*». Quand est-ce que ce manuel sera distribué et comment s'est déroulée la première application concrète ?

Mme de Bethune trouve que le rapport d'activités est un document de référence passionnant et qu'il s'agit d'un excellent instrument de collaboration. Elle encourage donc l'Institut à poursuivre dans cette voie.

strafbaar gestelde misdrijf met het geslacht van het slachtoffer te maken heeft. Dat betekent concreet dat het gepleegde misdrijf moet worden onderzocht in het licht van dat motief, ook al is dat niet het enige motief. Tevens zal de Senaat binnenkort een voorstel van resolutie in overweging nemen over de genderaspecten van het pensioenstelsel. Spreekster vindt het aangehaalde voorbeeld van de terugbetaling van geneesmiddelen tegen osteoporose heel interessant.

Spreekster is heel actief in feministische kringen en ziet in alle debatten die ze gevuld heeft over bijvoorbeeld de sluierdracht, dat het heel gemakkelijk is bepaalde limieten te overschrijden en dat dit de verworvenheden in gevaar brengt. De verworvenheden inzake vrouwenrechten zijn nog niet zo groot en daardoor kan de culturele diversiteit, met de mogelijke eisen die daaruit volgen, de verworvenheden soms afzwakken. Wordt het Instituut met die moeilijkheden geconfronteerd ? Hoe kunnen ze worden overwonnen ?

Mevrouw Franssen merkt op dat er gesproken werd van het samenwerkingsprotocol met de Franse Gemeenschap en het Waals Gewest. Hoe staat het met Vlaanderen ?

Na het lezen van het activiteitenverslag heeft mevrouw Winckel een aantal welbepaalde vragen.

We hebben het over de drie grote discriminatiegebieden gehad, waaronder het sexism. In het verslag wordt melding gemaakt van folders die hiervoor werden gemaakt, maar hoeveel staat men met de preventie ?

Het verslag heeft het ook over duurzame criteria en over «*gender mainstreaming*» in de overheidsopdrachten. Waar staat het Instituut met zijn reflectie over beide punten ? Het kan interessant zijn terzake *best practices* uit te wisselen.

Bij het lezen van het verslag heeft het spreekster verbaasd dat het Instituut heeft deelgenomen aan de reflectie over de intellectuele eigendom. Kan men daar meer informatie over krijgen ?

In verband met het vakbondshandvest en de folder met gegevens over dat handvest die het Instituut gepubliceerd heeft : werden de folders goed verspreid en vond er een diepgaande *follow-up* plaats ?

Het verslag heeft het ook over een handboek voor «*gender budgeting*». Wanneer wordt dat handboek verspreid en hoe verliep de eerste concrete toepassing ?

Mevrouw de Bethune vindt het activiteitenverslag een zeer boeiend naslagwerk en een echt instrument om mee te werken. Ze moedigt het Instituut dan ook aan om op deze wijze verder te werken.

L'intervenante est également impressionnée par l'augmentation du professionnalisme et des connaissances de l'Institut, et par son approche pertinente.

Qu'en est-il de l'Institut européen ? M. Pasteel siège dans son conseil d'administration.

Mme Talhaoui aimerait savoir quelles actions ont été entreprises en faveur des femmes faisant partie de groupes minoritaires. Elle pense que dans ce domaine, l'Institut a encore du pain sur la planche, surtout en ce qui concerne la sensibilisation aux violences faites aux femmes.

Il s'avère aussi qu'un travail de terrain considérable reste à accomplir sur les thématiques du racisme et du port du voile. L'Institut se situe ici à la limite des compétences du Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme. Comment s'effectue la répartition des tâches et quelles actions sont éventuellement prévues dans ce domaine ?

Mme Khattabi rappelle que l'Organisation mondiale pour la santé a lancé une campagne mondiale pour la prévention de la violence et il semble que la Belgique a été membre fondateur de cette campagne. Que s'est-il passé à ce niveau ?

À côté de cela, certaines associations se plaignent d'avoir du mal à se faire financer pour des actions de prévention primaires. Il s'agit d'un travail en amont, qui nécessite de la prévention et de la sensibilisation dans les écoles, les organisations etc. Le terrain est bien évidemment vaste et le budget ne va pas en s'accroissant, mais il faut également une attention pour ces actions. Comment est-ce que l'Institut envisage cela ?

Mme Lijnen voudrait encore dire un mot sur l'augmentation de la violence homophobe dans notre société. À cet égard, il est très important de pouvoir quantifier le nombre de cas. Il a été proposé que l'on puisse porter plainte contre des faits de violence homophobe sous le couvert de l'anonymat. Quelle est la position de l'Institut à ce sujet ? Recueille-t-il des plaintes anonymes ?

M. Pasteel est persuadé que les plaintes vont continuer à augmenter. Quand on fait des recherches sur les quelques plaintes reçues, on se rend compte de ce qui se cache encore sous le sommet de l'iceberg. La société actuelle, même en dehors de la société multiculturelle, est encore extrêmement stéréotypée. Quand on pense à la problématique de l'écart salarial, de la violence conjugale, ..., le stéréotype de genre est encore très présent. Ce serait très bien que les plaintes se stabilisent et l'Institut fait des recommandations en la matière, mais il faudrait qu'elles puissent être mises en œuvre au niveau politique. La volonté politique existe, mais il faut aussi des moyens importants pour faire en sorte que ces politiques puissent aboutir à un résultat. Quand on parle par exemple du coût de la

Spreekster is ook onder de indruk van de toegezomen professionaliteit, kennis en de goede aanpak van het Instituut.

Hoe staat het met het Europees Instituut ? De heer Pasteel zetelt in de Raad van Bestuur van het Europees Instituut.

Mevrouw Talhaoui wenst te weten welke acties er werden ondernomen naar vrouwen uit minderheidsgroepen toe. Spreekster denkt dat er op dat vlak nog werk is voor het Instituut, zeker wanneer het sensibiliseren omtrent geweld op vrouwen betreft.

Ook wat racisme en de hoofddoek betreft, blijkt er op het terrein nog veel werk te zijn. Het Instituut zit daar op een scharnier met het Centrum voor gelijkheid van kansen en voor racismebestrijding. Hoe gebeurt de taakverdeling en welke acties zijn er op dat vlak eventueel gepland ?

Mevrouw Khattabi herinnert eraan dat de Wereldgezondheidsorganisatie een wereldwijde campagne voor geweldpreventie heeft opgestart en kennelijk was België een initiatiefnemer van die campagne. Wat is er op dat niveau gebeurd ?

Daarnaast klagen een aantal verenigingen erover dat ze moeilijk financiering vinden voor primaire preventie-acties. Het gaat om proactief werk, waarbij aan preventie en bewustmaking wordt gedaan in scholen, organisaties, enz. Het actierende is natuurlijk heel breed en het budget neemt niet toe, maar ook die acties vergen aandacht. Hoe ziet het Instituut dat ?

Mevrouw Lijnen wenst het nog even te hebben over de toename van homofoob geweld in onze samenleving. Wat op dat vlak heel belangrijk is, is het kunnen meten van over hoeveel gevallen het gaat. Er is daaromtrent een voorstel gelanceerd om anonieme klachten toe te laten. Hoe staat het Instituut daartegenover ? Verlopen klachten daar anoniem ?

De heer Pasteel is ervan overtuigd dat de klachten zullen blijven toenemen. Wanneer men de enkele klachten die binnenliepen onderzoekt, komt men erachter wat er nog onder het topje van de ijsberg schuilgaat. Zelfs buiten de multiculturele samenleving is de huidige samenleving nog uiterst stereotiep. Denken we maar aan de loonloof, het echtelijk geweld, ..., het genderstereotype is nog heel aanwezig. Het zou heel goed zijn, mochten de klachten zich stabiliseren en mocht het Instituut aanbevelingen terzake doen, maar ze moeten op politiek niveau ten uitvoer kunnen worden gelegd. De politieke wil bestaat, maar er zijn ook aanzienlijke middelen nodig opdat dat beleid resultaat kan opleveren. Wanneer we het bijvoorbeeld hebben over de kostprijs van echtelijk

violence conjugale qui se chiffre à 500 millions d'euros, on se rend compte que pour 1 euro de prévention on économise 1 000 euros dans les conséquences. Mais il faut trouver cet euro...

En ce qui concerne les résultats et l'évaluation, il n'est pas possible d'évaluer toutes les politiques. Certaines évaluations font pratiquement partie des meubles de l'Institut, comme le plan d'action sur la violence conjugale par exemple, et l'Institut tente d'évaluer les actions qu'elle mène. Mais il faut aussi se poser la question de ce que l'on veut évaluer. Ce n'est pas parce que l'Institut reçoit plus d'appels qu'il y a moins de discrimination.

La loi du 10 mai 2007 tendant à lutter contre la discrimination entre femmes et hommes est en tout cas un excellent outil. C'est d'ailleurs grâce à cette loi que l'Institut a pu se porter partie civile dans «l'affaire Sadia». Cette loi est certainement perfectible, mais on n'est pas encore au stade de l'évaluation. On se donne en général une période de cinq à dix ans avant de le faire. Il y a certainement des choses à modifier, mais plutôt au niveau de la question de la transsexualité; il faut réfléchir à la définition à donner au concept de transsexualité, qui maintenant est défini de manière extrêmement médicale. Il serait intéressant de redéfinir le concept pour que les personnes qui n'ont pas terminé le processus ou ne veulent pas le faire, pour des raisons de santé par exemple, puissent changer leur état civil. Aujourd'hui, ils ne peuvent pas le faire parce que le concept de transsexualité est défini de manière trop stricte et médicale. C'est une des choses qui pourraient être améliorées, mais le système de cette loi est bon et l'Institut peut l'utiliser.

La proposition de loi de Mme Khattabi prévoit d'intégrer le mobile lié au sexe, mais cela existe déjà dans le Code pénal. Le mobile abject a été ajouté en 2003 dans le Code pénal. C'est précisément par le biais de la circonstance aggravante du mobile abject, parce que l'on a commis une infraction contre une femme parce qu'elle est une femme, que l'Institut a pu se constituer partie civile dans «l'affaire Sadia». Le mobile abject implique que la peine minimale que la personne peut encourrir soit doublée.

La problématique des pensions a également été évoquée. L'Institut se prépare à travailler sur cette matière. Il y a une demande de l'Europe d'augmenter l'âge de la pension, ce qui aura probablement des conséquences qui pourraient être discriminantes à l'égard des femmes. L'Institut a préparé une note à l'attention du formateur demandant à ce que la loi de «*gender mainstreaming*» figure en tête de l'accord gouvernemental. De cette manière, lorsque les discussions sur le système des pensions commenceront, il sera possible d'effectuer une analyse tenant compte de la problématique du genre.

geweld, die 500 miljoen euro bedraagt, is het duidelijk dat men met één euro voor preventie duizend euro bespaart inzake de gevolgen. Men moet die euro echter weten te vinden...

Wat de resultaten en de evaluatie betreft, is het niet mogelijk alle beleidsvormen te evalueren. Bepaalde evaluaties behoren als het ware tot de «huisraad» van het Instituut, zoals het actieplan betreffende het echtelijk geweld, en het Instituut probeert de acties die het voert te evalueren. Men moet zich evenwel ook de vraag stellen wat men wil evalueren. Het is niet omdat het Instituut meer oproepen krijgt, dat er minder discriminatie is.

De wet van 10 mei 2007 ter bestrijding van discriminatie tussen vrouwen en mannen is in elk geval een uitstekend werkmiddel. Het is trouwens dankzij die wet dat het Instituut zich burgerlijke partij heeft kunnen stellen in «de zaak Sadia». Die wet kan zeker worden verbeterd, maar we bevinden ons nog niet in het stadium van de evaluatie. Meestal geven we onszelf een periode van vijf tot tien jaar voor we dat doen. Er vallen ongetwijfeld nog zaken te veranderen, maar dan veeleer in verband met het probleem van de transseksualiteit, waar moet worden nagegaan hoe men het concept transseksualiteit kan definiëren. Nu is de definitie extreem medisch. Het kan interessant zijn het concept te herdefiniëren opdat mensen die het proces niet voleindigd hebben of dat niet willen doen, bijvoorbeeld om gezondheidsredenen, van burgerlijke staat kunnen veranderen. Nu kunnen ze dat niet doen omdat het concept transseksualiteit te strikt en te medisch gedefinieerd wordt. Dat is een van de zaken die beter kunnen, maar het systeem van die wet is goed en het Instituut kan het gebruiken.

Het wetsvoorstel van mevrouw Khattabi stelt voor het seksegerelateerde motief te integreren, maar dat bestaat al in het Strafwetboek. De verwerpelijke drijfveer werd in 2003 aan het Strafwetboek toegevoegd. Het is precies via de verzwarende omstandigheid van de verwerpelijke drijfveer, omdat men een misdrijf heeft gepleegd op een vrouw omdat ze een vrouw is, dat het Instituut zich burgerlijke partij heeft kunnen stellen in «de zaak Sadia». De verwerpelijke drijfveer impliceert dat de minimumstraf die de persoon kan krijgen, verdubbeld wordt.

Er is ook over de problematiek van de pensioenen gesproken. Het Instituut bereidt er zich op voor om rond die materie te werken. Er is de vraag van Europa om de pensioenleeftijd te verhogen en waarschijnlijk zal dat gevolgen hebben die discriminerend kunnen zijn voor vrouwen. Het Instituut heeft een nota voor de formateur voorbereid om de wet inzake «*gender mainstreaming*» in het regeerakkoord bovenaan te plaatsen en wel opdat een genderanalyse mogelijk is wanneer het debat over het pensioenstelsel begint.

En ce qui concerne les protocoles de collaboration, il faut savoir qu'il s'agit de conventions entre l'Institut et les entités fédérées. C'est le préalable à des accords de coopération, qui seraient des accords entre gouvernements, parlement fédéral ou entités fédérées. L'idée est donc d'arriver à un accord de coopération. C'est important, car la directive européenne dit, qu'en Belgique, toute personne doit pouvoir bénéficier de l'aide d'un « *equality body* » si elle veut aller en justice. Dans les protocoles de collaboration qui ont été signés avec les entités fédérées francophones, il est question de tout sauf des recours en justice, car pour cela il faut un accord de coopération avalisé par les parlements. Le sujet est donc au stade embryonnaire du côté francophone et il ne se passe rien du côté néerlandophone. Il semble ne pas y avoir de volonté politique de faire la même chose du côté néerlandophone, probablement parce que l'on parle d'accords de coopération plus globaux concernant l'Institut et le Centre pour l'égalité des chances. Ce n'est pas parce qu'il ne se passe rien que l'on n'y réfléchit pas, mais il semble y avoir une autre logique de travail du côté néerlandophone. L'Institut a fait connaître sa volonté de collaborer car le but est bien sûr d'être proche des victimes, y compris quand il s'agit de matières décrétale. Mais il y a déjà des collaborations informelles quand quelqu'un s'adresse à un des points de contact avec un problème de discrimination concernant une compétence fédérale.

En matière de violence, la campagne de prévention s'est principalement servie de brochures qui ont été traduites en dix-sept langues et qui ont été distribuées un peu partout. Chaque brochure renvoie vers les services d'aide offerts dans la langue dans laquelle elle est rédigée; les gens sont renvoyés à des numéros de contact de collaborateurs qui ont suivi une formation extrêmement pointue leur permettant d'accueillir les gens dans leur langue et de les réorienter vers les services d'aides.

L'Institut a mené des négociations pour faire inscrire dans la loi le concept d'égalité des chances dans les marchés publics. Au terme d'après négociations, ce concept fait désormais partie intégrante de la loi sur les marchés publics (article 40). Il a aussi été obtenu du SPF Chancellerie et de la Commission des marchés publics que l'égalité des chances puisse être intégrée tant dans les critères de sélection que dans les critères d'attribution et les conditions d'exécution des marchés publics. En ce qui concerne les critères de sélection, un paragraphe a été ajouté dans le modèle général relatif aux marchés publics, qui dispose que si une entreprise commet des discriminations, elle risque de se voir exclue des marchés publics.

Tout a été compilé dans une brochure claire, avec les bonnes pratiques en vigueur à l'étranger. Cette brochure a reçu un accueil très favorable, même à l'étranger. Elle a en effet déjà été présentée en France,

Wat de samenwerkingsakkoorden betreft, moet men weten dat het om akkoorden tussen het Instituut en de deelstaten gaat. Dat is de voorwaarde voor samenwerkingsakkoorden, die dan akkoorden moeten zijn tussen regeringen, federaal parlement of deelstaten. Het is dus de bedoeling tot een samenwerkingsakkoord te komen. Dat is belangrijk, want de Europese richtlijn zegt dat elkeen in België de hulp van een « *equality body* » moet kunnen genieten om in rechte op te treden. In de samenwerkingsakkoorden die met de Franstalige deelstaten werden ondertekend, gaat het over alles behalve rechtsmiddelen, want daarvoor is een door de parlementen goedgekeurd samenwerkingsakkoord nodig. Aan Franstalige kant bevindt het onderwerp zich dus in een embryonaal stadium en aan Nederlandstalige kant gebeurt er niets. Kennelijk is er geen politieke wil om hetzelfde te doen aan Nederlandstalige kant, waarschijnlijk omdat er over globale samenwerkingsakkoorden betreffende het Instituut en het Centrum voor gelijkheid gesproken wordt. Het is niet omdat er niets gebeurt, dat men er niet over nadenkt, maar kennelijk bestaat er aan Nederlandstalige kant een andere logica. Het Instituut heeft te kennen gegeven te willen samenwerken, want het is uiteraard de bedoeling dicht bij de slachtoffers te staan, ook wanneer het om decretale bevoegdheden gaat. Er zijn echter informele vormen van samenwerking, bijvoorbeeld wanneer iemand zich tot een « *meelpunt* » wendt met een discriminatieprobleem in verband met een federale bevoegdheid.

Wat geweld betreft, werd bij de preventiecampagne hoofdzakelijk gebruik gemaakt van folders die in zeventien talen vertaald werden en die zowat overal verspreid werden. Elke folder verwijst naar hulpdiensten in de betreffende taal, waarbij de mensen worden doorverwezen naar contactnummers van personen die een doorgedreven opleiding hebben gevolgd, waardoor ze de mensen in hun taal kunnen opvangen en hen doorverwijzen naar de hulpdiensten.

Het Instituut heeft onderhandelingen gevoerd om het concept van gelijke kansen in overheidsopdrachten in de wet op te nemen. Het maakt nu effectief deel uit van de wet overheidsopdrachten (artikel 40), ook al was dat een zeer moeilijke onderhandeling. Er is ook verkregen van de FOD Kanselarij en de Commissie Overheidsopdrachten dat zowel in de selectie- als in de gunningscriteria en de uitvoeringsvoorwaarden van de overheidsopdrachten gelijke kansen kan ingezet worden. Wat de selectiecriteria betreft, is er een alinea toegevoegd in de algemene template voor overheidsopdrachten dat indien een bedrijf discrimineert het kan worden uitgesloten voor overheidsopdrachten.

Alles werd samengebracht met goede praktijken uit het buitenland in een begrijpbare brochure. Deze brochure is zelfs in het buitenland zeer goed onthaald, want ze werd al voorgesteld in Frankrijk, het Verenigd

au Royaume-Uni et en Allemagne. Au mois d'août, la brochure a été expliquée de vive voix à tous les responsables des marchés publics au sein des services publics fédéraux. Les procédures d'attribution en cours ont été passées en revue avec eux et des avis *ad hoc* ont été formulés. Il reste à espérer que ces démarches n'auront pas été vaines, car le concept d'égalité des chances n'est pas bien ancré dans l'esprit de tous les responsables de marchés publics. Les réactions du monde de l'entreprise sont, par contre, très positives. Une collaboration est également menée en ce moment avec le SPF Chancellerie en vue de créer une base de données qui reprendrait les entreprises condamnées pour discrimination, afin que tout le monde puisse vérifier si une entreprise donnée entre en considération pour l'attribution de marchés publics.

Un manuel de « *gender budgetting* » a été publié le mois dernier. L'évaluation du budget 2010 n'est pas encore terminée, car il s'agit d'une tâche très difficile et il n'y a pas suffisamment de personnel. La plupart des instances ont tenté d'appliquer le « *gender budgetting* », mais sans bien comprendre de quoi il s'agissait. Des formations ont été organisées entre-temps. Il est difficile de donner une image globale, mais il faudrait prendre le temps de procéder à des évaluations individuelles. Peut-être pourra-t-on compter sur un stagiaire pour l'évaluation, de manière à pouvoir formuler par la suite des avis « sur mesure ».

En ce qui concerne la Charte syndicale, l'on sent que cette année il y a à nouveau une volonté des syndicats de travailler en collaboration sur ces matières et de faire revivre la Charte syndicale qui s'applique actuellement quelque peu au ralenti. Il y a eu plusieurs contacts avec les trois grandes organisations syndicales à propos du service de plaintes où la synergie est relancée. Pour que les citoyens et citoyennes puissent bénéficier d'un traitement correct de leur plainte, il est utile de savoir quand une plainte est suivie par le syndicat, ou que l'Institut fasse des propositions ou propose ses services. Certaines actions seront également menées dans le cadre des élections sociales.

L'Institut européen du genre commence à fonctionner, mais il a fallu beaucoup de temps pour que l'équipe soit complète. Un des problèmes est la difficulté de trouver du personnel prêt à s'expatrier à Vilnius. Le défi stratégique majeur a été de définir le rôle de l'Institut européen du genre par rapport à la présidence de l'Union européenne, par rapport à la Commission européenne et par rapport au Conseil de l'Europe. Avant, le pays qui avait la présidence s'occupait du rapport. La Belgique a été le dernier pays à faire le rapport sur l'écart salarial. Maintenant les choses sont plus compliquées car il s'agit d'une instance européenne qui est en principe censée travailler pour une présidence qui change tous les six mois. Un *modus vivendi* a maintenant été trouvé et l'Institut européen garde la propriété intellectuelle de

Koninkrijk et Duitsland. De brochure seraient en augustus *face-to-face* uitgelegd bij alle verantwoordelijken van overhedsopdrachten in de federale overhedsdiensten. De gelanceerde gunningsprocedures werden met hen overlopen en er werd advies op maat gegeven. In de hoop dat het enig effect heeft natuurlijk, want de notie van gelijke kansen is niet bij alle verantwoordelijken van de overhedsopdrachten goed ingebakken. Vanuit de bedrijfswereld wordt er wel zeer positief gereageerd. Er wordt nu ook samengewerkt met de FOD Kanselarij om een databank aan te leggen waarin bedrijven die voor discriminatie veroordeeld zijn, worden opgenomen zodat iedereen kan nagaan of ze in aanmerking komen voor overhedsopdrachten.

De handleiding « *Gender budgetting* » werd vorige maand gelanceerd. De evaluatie van het budget 2010 is nog niet afgerond, omdat dit een zeer moeilijke taak is en er onvoldoende personeel is. De meeste instanties hebben getracht om de « *gender budgetting* » toe te passen, maar hebben niet goed begrepen waarover het ging. Er werden ondertussen al vormingen georganiseerd. Het is moeilijk om een totaalbeeld te geven, er zou tijd moeten worden gemaakt voor individuele evaluaties. Misschien zal er op een stagiaire kunnen worden gerekend voor de evaluatie zodat er achteraf advies op maat kan worden verstrekt.

Wat het syndicaal Charter betreft, merkt men dit jaar dat er bij de vakbonden opnieuw een wil bestaat om samen te werken rond deze materies en om het syndicaal Charter, dat tegenwoordig wat op de achtergrond is geraakt, nieuw leven in te blazen. Er hebben verschillende contacten plaatsgehad met de drie grote vakorganisaties over de klachtendienst, waar de synergie opnieuw op gang is gebracht. Met het oog op een correcte klachtenbehandeling voor de burgers is het nuttig te weten wanneer een klacht door de vakbond wordt gevuld of dat het Instituut voorstellen doet of zijn diensten aanbiedt. Er worden tevens bepaalde acties ondernomen in het kader van de sociale verkiezingen.

Het Europees genderinstituut begint te functioneren, maar het heeft lang geduurd alvorens het team compleet was. Een van de problemen is de moeilijkheid om personeel te vinden dat bereid is om uit te wijken naar Vilnius. De grote strategische uitdaging was de omschrijving van de rol van het Europees Genderinstituut ten aanzien van het voorzitterschap van de Europese Unie, de Europese Commissie en de Raad van Europa. Voorheen hield het land dat het voorzitterschap waarnam zich met het rapport bezig. België was het laatste land dat het rapport over de loonkloof diende te maken. Nu zijn de zaken ingewikkelder, want het gaat om een Europese instantie die in principe geacht wordt te werken voor een voorzitterschap dat om de zes maanden wisselt. Er is nu een modus vivendi gevonden en het Europees

son rapport, mais le fait en bonne collaboration avec les différents pays qui se succèdent à la présidence.

Un autre enjeu a été de déterminer le programme de travail qui, dans un premier temps, s'est voulu beaucoup trop ambitieux par rapport, notamment, à l'équipe. La structure du conseil d'administration a également été modifiée car il semblait nécessaire de créer un bureau exécutif pour préparer le terrain. Une forme réglementaire a été donnée à ce comité exécutif, qui commence maintenant à fonctionner, ce qui permet de mieux préparer et d'anticiper les problèmes.

Il faut également se rendre compte que le conseil d'administration est composé de dix-sept membres, alors qu'il y a vingt-sept États membres. Ce ne sont donc pas toujours les mêmes personnes, puisqu'il y a un système de roulement. La Belgique est encore présente pendant deux ans au sein de ce conseil. Il y a donc dix-sept membres présents pour définir la politique européenne d'égalité des chances, alors qu'au *High Level Group* ils sont vingt-sept. Tout le monde n'a pas la même information et l'Institut européen ne peut pas être présent au *High Level Group*. Un système informel de transmission d'informations a donc été mis en place.

Il y a eu des questions sur les femmes au sein des groupes minoritaires et sur les violences homophobes. Il est nécessaire de rappeler que l'Institut pour l'égalité des femmes et des hommes ne s'occupe que du genre. Quand il y a des problèmes de racisme ou d'homophobie, c'est le Centre d'égalité des chances qui est compétent. Le choix politique a été fait de créer un Institut spécifique pour l'égalité hommes-femmes pour assurer une visibilité particulière à cette problématique. Si elle était englobée dans une problématique plus large, l'égalité hommes-femmes passerait doucement en retrait. L'Institut travaille en très bonne entente avec le Centre d'égalité des chances et il y a des actions communes.

Mme Khattabi tient à féliciter l'Institut pour le manuel de «*gender budgeting*». C'est un outil très bien fait et très pratique. La responsabilité de l'évaluation en interne dans chaque département ne relève pas de l'Institut, surtout vu les moyens dont il dispose. Il serait bien sûr idéal de disposer dans chaque département d'une personne sensibilisée à la question, ce qui permettrait à l'Institut de pouvoir se limiter à coordonner les choses.

M. du Bus de Warnaffe voit que de plus en plus de pouvoirs locaux prennent des initiatives en matière

instituut behoudt de intellectuele eigendom van zijn rapport, maar doet dat in goede samenwerking met de verschillende landen die elkaar in het voorzitterschap opvolgen.

Een andere uitdaging was het vaststellen van het werkprogramma, dat in eerste instantie te ambitieus wou zijn ten aanzien van onder meer het team. De structuur van de raad van bestuur werd eveneens gewijzigd omdat het nodig bleek een uitvoerend bureau op te richten om het terrein te effenen. Er werd een reglementaire vorm aan dit uitvoerend comité gegeven, dat momenteel begint te functioneren, wat de mogelijkheid biedt zich beter voor te bereiden en op problemen te anticiperen.

Men dient er zich tevens rekenschap van te geven dat de raad van bestuur bestaat uit zeventien leden, terwijl er zeventientwintig lidstaten zijn. Het zijn dus niet steeds dezelfde personen, aangezien er een beurtolsysteem wordt gehanteerd. België is nog gedurende twee jaar aanwezig binnen deze raad. Er zijn dus zeventien leden aanwezig om het Europees gelijkekansenbeleid uit te stippelen, terwijl er in de *High Level Group* zeventientwintig leden zijn. Niet iedereen heeft dezelfde informatie en het Europees Instituut kan niet aanwezig zijn binnen de *High Level Group*. Er werd bijgevolg een informeel overdrachtsysteem ingevoerd.

Er zijn vragen gesteld over vrouwen binnen minderheidsgroepen en over geweld tegen homo's. Er dient aan te worden herinnerd dat het Instituut voor de gelijkheid van vrouwen en mannen zich enkel met de genderproblematiek bezighoudt. Wanneer er sprake is van problemen rond racisme of homofobie, is het Centrum voor gelijkheid van kansen en voor racismebestrijding bevoegd. Men heeft de politieke keuze gemaakt om een specifiek instituut voor de gelijkheid van vrouwen en mannen op te richten om dit probleem goed in de kijker te zetten. Indien de gelijkheid van vrouwen en mannen zou zijn opgenomen binnen een ruimere problematiek, zou ze stilaan op de achtergrond geraken. Het Instituut werkt zeer goed samen met het Centrum voor gelijkheid van kansen en beide instellingen ondernemen ook gezamenlijke acties.

Mevrouw Khattabi wenst het Instituut te feliciteren met zijn handleiding over «*gender budgeting*». Dit is een uiterst degelijk en zeer praktisch instrument. De verantwoordelijkheid voor de interne evaluatie binnen elk departement valt niet onder de bevoegdheid van het Instituut, zeker gelet op de middelen waarover het Instituut beschikt. Het zou natuurlijk ideaal zijn dat er binnen elk departement iemand is die oog heeft voor de kwestie, waardoor het Instituut enkel nog coördinerend zou moeten optreden.

De heer du Bus de Warnaffe merkt dat meer en meer lokale besturen initiatieven nemen rond gelijk-

d'égalité des genres. Est-ce que l'Institut a une activité qui se développe par rapport aux demandes locales ?

Mme Weewouters confirme que toutes les actions menées dans le cadre de la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes sont organisées en collaboration avec les coordinations provinciales de lutte contre les violences faites aux femmes. La campagne de cette année débutera en matinée par une grande conférence de presse qui présentera l'action à laquelle participeront trente célébrités belges, qui se sont engagées à collaborer étroitement, pendant plusieurs mois, à la réalisation d'un projet de grande envergure lancé par l'Institut. Les différentes coordinations provinciales viendront à Bruxelles le matin; l'après-midi, elles donneront le coup d'envoi de leur campagne dans leur province respective, aux côtés des célébrités.

La rapporteuse,
Zakia KHATTABI.

La présidente,
Nele LIJNEN.

heid van vrouwen en mannen. Werkt het Instituut activiteiten uit ten aanzien van lokale verzoeken ?

Mevrouw Weewouters bevestigt dat alle acties in verband met de internationale dag voor geweld tegen vrouwen georganiseerd worden in samenwerking met de provinciale coördinatie belast met geweld op vrouwen. De campagne van dit jaar begint in de voormiddag met een grote persconferentie die de actie voorstelt waaraan dertig bekende Belgen meewerken. Zij hebben zich geëngageerd om een aantal maanden nauw met het Instituut samen te werken aan een groots initiatief. De verschillende provinciale coördinaties komen in de voormiddag naar Brussel en in de namiddag lanceren ze hun campagne samen met de bekende Belgen in hun eigen provincies.

De rapporteur,
Zakia KHATTABI.

De voorzitster,
Nele LIJNEN.